



## Conseil économique et social

Distr. générale  
1<sup>er</sup> juin 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Session de 2015

21 juillet 2014-22 juillet 2015

Point 5 c) de l'ordre du jour

**Débat de haut niveau : examen ministériel annuel**

### **Déclaration présentée par Make Mothers Matter, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\***

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

La proposition du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable relative aux objectifs de développement durable définit un programme de développement pour l'après-2015 exhaustif et ambitieux, qui énonce que « l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes de consommation et de production durables ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles repose le développement économique et social sont à la fois les objectifs premiers et les préalables indispensables du développement durable ».

Les objectifs du Millénaire pour le développement établis en 2000 avaient une portée relativement limitée avec 48 indicateurs, tandis que les 17 objectifs de développement durable comprennent 169 cibles qui couvrent la plupart sinon la totalité des aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable. En d'autres termes, l'objectif ultime du programme de développement pour l'après-2015 est à la fois le bien-être de l'humanité et l'équilibre de notre planète.

Dans ce contexte, agir sans rien changer n'est pas envisageable. Le modèle de la croissance économique basé sur le produit intérieur brut, dans lequel le principal objectif des entreprises est de dégager des profits, a clairement montré ses limites pour ce qui est d'assurer le bien-être des populations et la durabilité de notre environnement naturel.

Pour gérer le passage des objectifs du Millénaire pour le développement aux objectifs de développement durable, il faudra par conséquent repenser entièrement notre modèle économique et les indicateurs utilisés par les gouvernements pour élaborer les politiques, c'est-à-dire qu'il est urgent de « dépasser la notion de produit intérieur brut ».

Dans son livre pionnier dans le domaine de l'égalité des sexes, intitulé « If Women counted », Marilyn Waring signalait déjà en 1988 quelques déficiences du produit intérieur brut en tant que mesure du bien-être, du progrès ou du développement :

a) Les tâches familiales non rémunérées ne sont pas comptabilisées dans le Système de comptabilité nationale et les modèles économiques utilisés à l'heure actuelle alors qu'elles sont essentielles pour le bien-être des populations ainsi que pour assurer la reproduction et la subsistance de l'humanité (cette dépréciation du travail domestique, qui est largement assuré par les femmes se traduit par une surreprésentation des femmes chez les pauvres);

b) De même, la production de produits et services ne prend pas en compte le coût de l'utilisation des ressources naturelles et de leur épuisement;

c) D'autre part, les guerres, la pollution ou les catastrophes naturelles, auxquelles nous pourrions ajouter la surconsommation, entraînent toutes une croissance du produit intérieur brut, bien qu'elles ne contribuent certainement pas au bien-être des êtres humains et à l'équilibre de l'environnement.

Une vision à court terme et un raisonnement étroit basé sur l'efficacité, qui visent à engendrer le produit le plus élevé possible avec les apports les moins importants possible (par exemple des ressources naturelles gratuites; de la main-d'œuvre bon marché, en particulier de la main-d'œuvre féminine) – doivent être

remplacés par un nouveau modèle économique qui accorde la priorité à la suffisance et au bien-être et à la pérennité des êtres humains et à la qualité et à la durabilité de l'environnement sur le long terme (intergénérationnels).

En particulier, les modèles économiques devraient être améliorés de façon à comptabiliser les tâches familiales comme un investissement en capital plutôt que comme un coût. De manière générale, il faut faire en sorte que les tâches ménagères et familiales non rémunérées, qui sont indispensables au fonctionnement de toute société, soient visibles afin qu'elles puissent être appréciées à leur juste valeur.

Le programme de développement pour l'après-2015 et ses objectifs de développement durable fournissent une occasion opportune de repenser complètement « ce qui compte », ce que nous apprécions, ainsi que ce à quoi nous n'accordons pas de valeur, afin d'examiner les priorités d'une économie, en intégrant également les aspects sociaux et environnementaux.

Les déficiences du produit intérieur brut se sont traduites par la proposition de dizaines de nouveaux indicateurs au cours des dernières années, mais ceux-ci concernent principalement les produits, tels que les taux de pauvreté, de mortalité infantile, d'achèvement scolaire ou les conditions environnementales (voir par exemple l'indicateur du développement humain du PNUD ou la conférence de l'Union européenne tenue en 2007, intitulée « Au-delà du PIB », qui a présenté diverses initiatives visant à mesurer le « bien-être ».

La nécessité de déplacer l'accent de la mesure de la production économique à la mesure du bien-être de la population dans le contexte de la durabilité était aussi l'une des recommandations clés formulées par la « Commission Stiglitz » établie en 2008 par M. Sarkozy, alors Président de la France. La Commission a proposé d'apporter quelques améliorations aux calculs existants du produit intérieur brut (par exemple en incluant l'épuisement des ressources nationales ou le travail non rémunéré) et a proposé d'utiliser de nouveaux indicateurs sociaux et environnementaux ou ayant trait à la durabilité en vue de mieux élaborer les politiques.

Plus récemment, en novembre 2014, la campagne du Center for Partnership Studies intitulée « Caring Economy Campaign » a lancé de nouveaux indicateurs économiques axés sur la richesse sociale, initiative intéressante qui met l'accent sur les apports, c'est-à-dire ce qui est nécessaire pour obtenir de meilleurs produits, comprenant :

- a) Les indicateurs de la capacité humaine, qui mesurent le capital humain actuel d'une nation;
- b) Les indicateurs des investissements dans les soins, qui mesurent les investissements publics et privés dans la mise en place et le maintien du capital humain.

Make Mothers Matter invite par conséquent les États Membres à saisir l'occasion que constitue le programme de développement pour l'après-2015 pour :

- a) Reconnaître que les mesures actuelles axées sur le produit intérieur brut sont inadéquates, car elles ne prennent en compte ni les coûts et actifs environnementaux (le capital naturel) ni les bénéfices tirés des tâches familiales et des investissements en capital humain;

b) Se libérer de l'obsession actuelle de la « croissance économique » et passer à un modèle économique qui accorde la priorité au bien-être de la population et à l'équilibre de la planète, au moyen d'une utilisation efficace des ressources – et non d'une surconsommation, ainsi que d'investissements dans l'avenir, notamment au moyen de la valorisation des tâches familiales;

c) Utiliser des travaux tels que le rapport de la Commission Stiglitz en vue d'améliorer le produit intérieur brut en tant qu'indicateur économique et élaborer de nouveaux indicateurs sociaux et environnementaux complémentaires au niveau mondial, comprenant notamment un indicateur des investissements dans les tâches familiales

---